

Commission de la présidence du conseil

Les activités des commissions permanentes

Bilan 2019

Rapport déposé au conseil municipal le 24 février 2020
et au conseil d'agglomération le 27 février 2020



Montréal, le 24 février 2020

Mme Valérie Plante
Mairesse de Montréal
Hôtel de ville de Montréal - Édifice Lucien-Saulnier
155, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1B5

Madame la Mairesse,

Afin de mettre en valeur le travail réalisé par les commissions permanentes et souligner leur apport à la démocratie municipale, la Commission de la présidence du conseil a pris l'initiative de produire, conformément au Règlement sur les commissions permanentes du conseil municipal (06-009), et ce pour une 5^e année consécutive, un rapport intitulé *Les activités des commissions permanentes - Bilan 2019*.

Nous vous prions d'agréer, Madame la Mairesse, l'expression de nos sentiments les meilleurs.



Cathy Wong
Présidente de la Commission
de la présidence du conseil



Stéphanie Espach
Secrétaire recherchiste

COLLABORATIONS ET REMERCIEMENTS

Coordination à la rédaction

- Mme Stéphanie Espach, secrétaire recherchiste

Collecte de données et rédaction

- Mme Lydia Atrouche, secrétaire recherchiste
- Mme Julie Demers, secrétaire recherchiste
- Mme Myriam Laforce, secrétaire recherchiste
- Mme Linda Lajeunesse, secrétaire recherchiste
- Mme Élisabeth Rivest, secrétaire recherchiste

Supervision

- Me Emmanuel Tani-Moore, greffier adjoint, chef de division et secrétaire d'élection, division de la réglementation, de l'accès à l'information et des élections, Service du greffe
- Mme Marie-Eve Bonneau, cheffe de division, division du soutien aux commissions permanentes, aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil, Service du greffe (depuis le 1^{er} janvier 2020)

Édition graphique

Division image de marque et stratégie numérique, Service de l'expérience citoyenne et des communications, février 2020

Crédits photographiques

- M. Sylvain Légaré

Remerciements

Nous remercions les membres de la Commission de la présidence du conseil, ainsi que toutes les personnes élues qui s'investissent au sein de ces instances. Nous tenons également à souligner la contribution des services municipaux qui soutiennent les travaux des commissions.

Finalement, nous remercions chaleureusement les citoyennes et citoyens montréalais qui s'intéressent et participent activement aux activités des commissions permanentes.

Cet engagement commun contribue à faire de Montréal une ville plus participative, équitable et plurielle.

Service du greffe

Division du soutien aux commissions permanentes, aux conseils consultatifs
et au Bureau de la présidence du conseil
155, rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal (Québec) H2Y 1B5

Coup d'œil sur l'année 2019	5
Une année sous le thème de l'innovation et de l'expérimentation	5
Quelques réalisations	5
L'année 2019 : en chiffres	5
Les commissions permanentes	6
Mission	6
Les 11 commissions permanentes.....	7
Cadre légal.....	7
Un peu d'histoire	7
Activités 2019	8
Commission sur la culture, le patrimoine et les sports.....	9
Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation.....	11
Commission sur le développement social et la diversité montréalaise	13
Commission sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs	15
Commission sur l'examen des contrats	17
Commission sur les finances et l'administration.....	21
Commission sur l'inspecteur général.....	23
Commission de la présidence du conseil	25
Commission sur le schéma d'aménagement et de développement de Montréal.....	27
Commission sur la sécurité publique	28
Commission sur le transport et les travaux publics	30
Conclusion	32

Coup d'œil sur l'année 2019

Une année sous le thème de l'innovation et de l'expérimentation

L'année 2019 a été marquée par plusieurs innovations en matière de participation publique qui ont permis d'aborder des sujets au cœur de la vie des Montréalaises et des Montréalais.

Avec la tenue de la première consultation d'initiative citoyenne sur le contrôle des circulaires, obtenue grâce au service numérique du droit d'initiative, les commissions ont contribué à moderniser le paysage démocratique. La population dispose désormais d'un levier supplémentaire pour influencer la prise de décision publique.

Plusieurs dossiers ont suscité un grand intérêt de la population, dont celui sur les impacts du projet *Royalmount*. Le rapport et les recommandations de la Commission ont grandement influencé la réflexion.

Nous retiendrons également l'organisation de la première consultation prébudgétaire en vue de l'élaboration du budget 2020 de l'Administration. Une première pour la Ville de Montréal. Devant le grand intérêt suscité par cette démarche, l'exercice sera reconduit pour les prochaines années.

Cette année a également été l'occasion d'expérimenter de nouveaux outils, incluant la participation en ligne, afin de rejoindre celles et ceux moins enclins à participer, et aller à la rencontre de la population là où elle se trouve. Il faut aussi noter les efforts des commissions pour encourager les modes d'expression citoyenne divers et inciter à la créativité, afin de rendre moins intimidants les processus publics.

Finalement, il faut noter que l'année 2019 a été marquée par la fermeture de l'hôtel de ville pour des travaux importants de rénovation et de restauration d'une durée de trois ans. Aussi, depuis mai, les occupant.es travaillent dans l'édifice Lucien-Saulnier et les assemblées publiques des commissions se déroulent dans la salle du conseil aménagée temporairement.

Quelques réalisations

- Expérimentation de divers dispositifs de participation publique: assemblées itinérantes, groupes de discussion, café partage, questionnaires en ligne, etc.
- Tenue de la première consultation publique en vertu du service numérique du droit d'initiative;
- Des collaborations accrues avec des partenaires privilégiés de la Ville, dont le Conseil des Montréalaises, le Conseil interculturel de Montréal et le Conseil jeunesse de Montréal, pour favoriser une participation plurielle, équitable et inclusive;
- En 2019, toutes les commissions ont complété le virage de la gestion sans-papier pour soutenir la transition écologique;
- Mise en place à l'automne 2019 d'un projet pilote d'accueil des participant.es pour rendre la participation aux assemblées publiques moins intimidantes et l'accueil plus chaleureux.

L'année 2019 : en chiffres

70	assemblées publiques
98	séances de travail
123	rapports déposés
115	personnes élues engagées

Les commissions permanentes

Une commission est un groupe de travail composé d'un nombre restreint de personnes élues nommées par le [conseil municipal](#) et le [conseil d'agglomération](#). Il peut s'agir de membres des conseils d'arrondissement, du conseil municipal et du conseil d'agglomération. À Montréal, une centaine de personnes élues siègent au sein de onze commissions permanentes couvrant chacune un domaine d'activité spécifique.

Les commissions permanentes mènent des processus de participation et de consultation publiques dans leur champ de compétences respectif, réalisent des études et formulent des recommandations sur divers enjeux d'intérêt municipal.

Les commissions permanentes constituent les principales instances d'interaction entre la population montréalaise et les personnes élues, tant par le volume d'activités, que par leur composition et le fait qu'elles alimentent directement la prise de décision des membres du comité exécutif, du conseil municipal et du conseil d'agglomération de Montréal.

Par leurs observations, réflexions et recommandations, les commissions permanentes participent au renforcement de la démocratie municipale.

Mission

Conformément à la [Loi sur les cités et villes](#) et à la [Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec](#) leur mission consiste à éclairer la prise de décision des élus municipaux et à favoriser la participation des citoyennes et citoyens aux débats d'intérêt public.

Chacune des commissions permanentes a pour fonction d'étudier tout objet inscrit à son programme d'activité et de faire au conseil municipal ou d'agglomération, dont elle relève directement, les recommandations qu'elle juge appropriées. Elles peuvent également recevoir

des mandats ponctuels du conseil municipal ou du conseil d'agglomération. Finalement, elles ont la possibilité d'exercer leur droit d'initiative afin d'étudier tout sujet qu'elles jugent approprié, et ce, dans leurs champs de compétence respectifs.

Le saviez-vous?

Bien qu'elles exercent un réel pouvoir d'influence auprès de l'Administration, les commissions permanentes constituent des structures exclusivement consultatives. Par conséquent, le caractère des opinions contenues dans les avis, recommandations et rapports des commissions n'est ni décisionnel ni exécutoire, et ce, contrairement aux décisions des conseils d'arrondissement, du conseil municipal, du comité exécutif et du conseil d'agglomération, dont les pouvoirs sont décisionnels.

Après le dépôt d'un rapport d'une commission permanente, il revient au comité exécutif d'y donner suite, habituellement dans les six mois suivant le dépôt. Le rapport du comité exécutif devient public au moment où il est présenté à une séance du conseil municipal.

Les 11 commissions permanentes

Les commissions permanentes relèvent directement soit du conseil municipal, soit du conseil d'agglomération, selon le dossier à l'étude. Une seule commission est de compétence municipale, la Commission de la présidence du conseil. Deux commissions sont strictement de compétence d'agglomération, la Commission sur le schéma d'aménagement et de développement de Montréal et la Commission de la sécurité publique. Les huit autres commissions étudient des dossiers de compétence municipale et d'agglomération.

Nom de la commission	Compétence	Nombre de membres
Culture, patrimoine et sports	Municipale et agglomération	11
Développement économique, urbain et habitation	Municipale et agglomération	11
Développement social et diversité montréalaise	Municipale et agglomération	11
Eau, environnement, développement durable et grands parcs	Municipale et agglomération	11
Examen des contrats	Municipale et agglomération	11
Finances et administration	Municipale et agglomération	12
Inspecteur général	Municipale et agglomération	12
Présidence du conseil	Municipale	9
Schéma d'aménagement et développement de Montréal	Agglomération	7
Sécurité publique	Agglomération	9
Transport et travaux publics	Municipale et agglomération	11

Cadre légal

À l'exception de la Commission sur l'examen des contrats et de la Commission sur l'inspecteur général, les commissions permanentes sont régies par la [Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec](#) (RLRQ, c. C-11.4), ainsi que par les dispositions du [Règlement sur les commissions permanentes du conseil municipal](#) (06-009) et du [Règlement sur les commissions permanentes du conseil d'agglomération](#) (RCG 06-024).

La Commission de la sécurité publique est la seule qui doit obligatoirement être créée en vertu de la loi : sa composition, neuf membres incluant le représentant du gouvernement du Québec, est définie à l'article 72 de la [Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec](#) (RLRQ, c. C-11.4).

Un peu d'histoire

En 1987, les six premières commissions permanentes du conseil ont été mises en place par l'Administration du maire Jean Doré, afin de démocratiser l'appareil

municipal. Il faut rappeler que la Ville de Montréal faisait à l'époque figure de proue en la matière, étant la première municipalité autorisée par le gouvernement du Québec à se doter de telles instances d'aide à la prise de décisions. Ces commissions sont donc parmi les plus anciennes instances consultatives au Québec, précédant le Bureau de consultation de Montréal, mis sur pied en 1989, lui-même ancêtre de l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) qui a vu le jour en 2002.

Depuis plus de trente ans, les multiples consultations publiques menées par les commissions permanentes ont permis à un grand nombre de personnes de s'informer à propos d'enjeux municipaux de toutes sortes et de faire valoir leurs points de vue, directement aux personnes élues, sur une multitude de sujets d'ordre municipal et d'intérêt public.

Activités 2019



Commission sur la culture, le patrimoine et les sports

La Commission sur la culture, le patrimoine et les sports (CCPS) est une instance de consultation publique qui étudie des dossiers et consulte la population pour éclairer la prise de décision des personnes élues qui siègent au conseil municipal et au conseil d'agglomération, entre autres sur les sujets suivants :

- le patrimoine;
- le réseau des bibliothèques;
- le réseau Accès Culture;
- les ateliers d'artistes et l'art public;
- l'élite sportive;
- les événements sportifs d'envergure.

Présidence

- Mme Anne-Marie Sigouin, conseillère de ville, arrondissement Le Sud-Ouest

Vice-présidences

- M. Robert Coutu, maire, ville de Montréal-Est
- M. Benoit Langevin, conseiller de ville, arrondissement de Pierrefonds–Roxboro (vice-président à partir du 22 octobre 2019)

Membres

- M. Younes Boukala, conseiller d'arrondissement, arrondissement de Lachine
- M. Alex Bottausci, maire, ville de Dollard-des-Ormeaux
- Mme Michèle Flannery, conseillère d'arrondissement, arrondissement de Lachine
- M. Jocelyn Pauzé, conseiller de ville, arrondissement de Rosemont–La-Petite-Patrie
- Mme Mindy Pollak, conseillère d'arrondissement, arrondissement d'Outremont
- Mme Chantal Rossi, conseillère de ville, arrondissement de Montréal-Nord (vice-présidente jusqu'au 22 octobre 2019)
- Mme Micheline Rouleau, conseillère d'arrondissement, arrondissement de Lachine (membre à partir du 15 avril 2019)
- M. Alain Vaillancourt, conseiller d'arrondissement, arrondissement Le Sud-Ouest
- Mme Stephanie Watt, conseillère de la ville, arrondissement de Rosemont–La-Petite-Patrie (membre jusqu'au 15 avril 2019)

Objet d'étude en séances publiques

- Diagnostic du loisir public montréalais

Objet d'étude en séances de travail

- La Commission a concentré ses travaux à huis clos sur la réalisation du mandat sur le loisir public, avec notamment la planification de la démarche de concertation en amont de la consultation publique, ainsi que l'organisation de séances d'information sur l'accessibilité universelle en loisir et sur les spécificités du loisir culturel

Nombre de séances

Assemblées publiques: 5

Séances de travail: 6

Rapport

Diagnostic du loisir public montréalais



À la loupe

Diagnostic du loisir public montréalais

Une démarche de concertation inédite

Si l'une des activités principales des commissions permanentes demeure la tenue de consultations visant à favoriser la participation de la population aux débats d'intérêt public, les particularités du mandat du Diagnostic du loisir public montréalais ont amené la CCPS à repenser son approche.

Considérant que l'offre de service en loisir est une compétence d'arrondissement et que 75 % de la programmation municipale en loisir organisé est offerte par des organismes partenaires, il est apparu incontournable pour la Commission d'impliquer les arrondissements à sa démarche et de recueillir l'opinion préliminaire de certains organismes partenaires, en amont de la consultation publique formelle.

Cette réflexion préliminaire a été réalisée dans le cadre d'une démarche de concertation inédite, ayant reposé sur trois mécanismes distincts :

1. La tenue d'une journée de réflexion avec un comité d'experts ad hoc, composé de personnes-ressources en arrondissement et des services centraux concernés;
2. Le déploiement en ligne d'un questionnaire détaillé auprès du personnel en loisir des 19 arrondissements;
3. La tenue de deux groupes de discussion avec une vingtaine d'organismes de loisir partenaires de la Ville.

Grâce à cette démarche, la Commission s'est assurée que le diagnostic, tant dans son élaboration que dans ses résultats, reflète le plus adéquatement possible la réalité des premiers concernés. À partir des constats tirés, elle a pu identifier diverses perspectives de collaboration et pistes d'action pour répondre aux défis contemporains du loisir public, et faciliter l'adaptation du système montréalais de production de services de loisir aux enjeux de l'heure. Ces pistes d'action, consignées dans le document de réflexion ayant servi de base à la consultation, ont ensuite été soumises au débat public.



Perspectives 2020

Le 16 décembre 2019, la Commission sur la culture, le patrimoine et les sports a été mandatée par le conseil municipal pour tenir une consultation publique portant sur des orientations à l'étude pour la mise en valeur des grands ensembles industriels d'intérêt.

La réalisation de ce mandat permettra de mettre à profit la connaissance fine qu'ont les citoyennes et citoyens des milieux qu'ils et elles côtoient, et d'échanger sur les enjeux de conservation et de mise en valeur des grands ensembles industriels d'intérêt patrimonial qui ont façonné Montréal et participé à la définition de son identité.

La consultation permettra également de valider une identification des sites exceptionnels afin d'aligner les outils d'urbanisme en conséquence.

Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation

La Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation (DEUH) est une instance de consultation publique qui étudie toute question qui porte sur le développement économique, le territoire et l'habitation. Elle consulte la population pour éclairer la prise de décision des personnes élues qui siègent au conseil municipal et au conseil d'agglomération, entre autres sur les sujets suivants :

- l'apport des établissements d'enseignement supérieur (cégeps et universités);
- les activités du Port de Montréal et de l'aéroport;
- les parcs industriels;
- les centres de congrès;
- la réglementation liée à l'urbanisme et à la salubrité et à l'entretien des logements, etc.

Présidence

- M. Richard Ryan, conseiller de ville, arrondissement Le Plateau-Mont-Royal, et conseiller de ville désigné, arrondissement de Ville-Marie

Vice-présidences

- M. Robert Coutu, maire, ville de Montréal-Est
- M. Dominic Perri, conseiller de ville, arrondissement de Saint-Léonard

Membres

- M. Alex Bottausci, maire, ville de Dollard-des-Ormeaux
- M. Younes Boukala, conseiller d'arrondissement, arrondissement de Lachine
- M. Yves Gignac, conseiller d'arrondissement, arrondissement de Pierrefonds-Roxboro
- Mme Fanny Magini, conseillère d'arrondissement, arrondissement d'Outremont
- M. Jocelyn Pauzé, conseiller de ville, arrondissement de Rosemont–La Petite-patrie
- M. Yves Sarault, conseiller d'arrondissement, arrondissement de l'Île-Bizard–Sainte-Geneviève
- Mme Véronique Tremblay, conseillère d'arrondissement, arrondissement de Verdun
- Mme Maeva Vilain, conseillère d'arrondissement, arrondissement Le Plateau-Mont-Royal

Objets d'étude en séances publiques

- Les impacts du projet *Royalmount*
- Projet de règlement modifiant le [Règlement sur la construction et la transformation de bâtiments](#) (11-018) en vertu de la [Loi sur l'aménagement et l'urbanisme](#) (LAU)
- La problématique des locaux commerciaux vacants (mandat amorcé en 2019)

Objet d'étude en séances de travail

- La Commission a concentré ses travaux à huis clos sur la réalisation des mandats de consultation publique

Nombre de séances

Assemblées publiques: 8

Séances de travail: 8

Rapports

- [Rapport et recommandations](#) - Projet de règlement modifiant le *Règlement sur la construction et la transformation de bâtiments* (11-018)
- [Rapport et recommandations](#) - Les impacts du projet *Royalmount*



À la loupe

Les impacts du projet Royalmount

Des suites tangibles suite au dépôt du rapport

À l'hiver 2019, la Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation a mené un exercice de consultation publique visant à faire l'examen des impacts du projet Royalmount, un mégaprojet de développement privé du promoteur Carbonleo situé à l'intersection des autoroutes 15 et 40 sur le territoire de Ville Mont-Royal. L'objectif était d'évaluer l'acceptabilité sociale d'un tel projet, ainsi que ses impacts potentiels.

Entre le 27 novembre 2018 et le 24 janvier 2019, la Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation a tenu sept assemblées publiques et analysé près de 80 mémoires et opinions écrites.

Face aux nombreuses inquiétudes exprimées par la population concernant les effets du projet sur la circulation, son impact sur l'offre commerciale et de divertissement du centre-ville, ainsi que la nécessité de faire une plus grande place à l'habitation, la Commission a formulé 15 recommandations, dont celle de suspendre le projet afin de revoir sa planification pour en faire un quartier à échelle humaine.

Dans une [lettre ouverte](#) publiée le 16 décembre 2019 dans la Presse, le promoteur du projet affirmait « les citoyens nous ont parlé; nous avons entendu. Nous sommes retournés à la table à dessin pour bonifier le projet en faire un véritable milieu de vie ». Le promoteur prévoit présenter en 2020 ses engagements clairs en réponse aux préoccupations citoyennes.



Perspectives 2020

En 2020, la Commission poursuivra ses travaux sur la problématique des locaux commerciaux vacants au fil d'une démarche de consultation publique créative et interactive. En complément des séances d'audition tenues à l'hôtel de ville, la Commission organisera des sessions locales de contribution participative dans les 19 arrondissements, ainsi qu'un atelier de cocréation destiné à la population commerçante et aux promoteurs immobiliers. L'un des objectifs de la consultation publique vise à dégager les pistes de solutions les plus adaptées pour Montréal, et à identifier les leviers nécessaires pour les mettre en oeuvre.

Commission sur le développement social et la diversité montréalaise

La Commission sur le développement social et la diversité montréalaise (CSDSM) étudie des dossiers et consulte la population pour éclairer la prise de décision des personnes élues qui siègent au conseil municipal et au conseil d'agglomération, entre autres sur les sujets suivants :

- le développement social;
- la diversité et l'inclusion de tous les Montréalais;
- le logement et l'aide aux personnes en situation d'itinérance;
- la gestion du Fonds de lutte contre la pauvreté.

Présidence:

- Mme Sophie Thiébaud, conseillère d'arrondissement, arrondissement Le Sud-Ouest

Vice-présidences :

- M. Robert Coutu, maire, ville de Montréal-Est
- Mme Mary Deros, conseillère de ville, arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Membres

- Mme Nancy Blanchet, conseillère d'arrondissement, arrondissement de LaSalle
- Mme Josefina Blanco, conseillère d'arrondissement, arrondissement Le Plateau-Mont-Royal
- M. Alex Bottausci, maire, ville de Dollard-des-Ormeaux
- M. Josué Corvil, conseiller de ville, arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (à partir de septembre 2019)
- Mme Suzanne Décarie, conseillère de ville, arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles
- M. Sterling Downey, conseiller de ville, arrondissement de Verdun
- Mme Sue Montgomery, mairesse, arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
- Mme Mindy Pollak, conseillère d'arrondissement, arrondissement d'Outremont
- M. Benoît Langevin, conseiller de ville, arrondissement de Pierrefonds-Roxboro (jusqu'en août 2019)

Objets d'étude en séances publiques

- Révision de la méthode de répartition du fonds de lutte à la pauvreté en fonction de l'indice de pauvreté
- Politique montréalaise de l'action communautaire

Objets d'étude en séances de travail

- Révision de l'indice de défavorisation de Montréal pour l'entente MTESS-Ville
- Indice de revenu viable (IRIS)
- Politique de reconnaissance et de soutien des organismes communautaires

- Répartition de l'enveloppe de l'entente Ville-ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) en fonction de la Mesure du panier de consommation (MPC)
- État de situation sur les travaux de la Table sur la diversité, l'inclusion et la lutte aux discriminations
- Sujets à étudier en 2020 en lien avec la diversité montréalaise: rencontre avec le Conseil Interculturel de Montréal
- L'accompagnement municipal en matière de diversité religieuse

Nombre de séances

Assemblées publiques: 3 dont un café partage

Séances de travail: 9

Rapports

[Rapport et recommandations](#) - Révision de la méthode de répartition des fonds de l'Entente entre la Ville de Montréal et le Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Entente Ville-MTESS 2018-2023)



À la loupe

Démarche en amont du projet de Politique montréalaise de l'action communautaire

Animation d'un café partage avec les regroupements d'organismes communautaires

En 2018, l'Administration s'est engagée à doter Montréal d'une politique de reconnaissance et de soutien des organismes communautaires. Une résolution a été adoptée au conseil municipal pour mandater le Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) dans la préparation du projet de politique et confier à la CSDSM l'examen de ce dossier en consultation publique.

En amont de la consultation publique formelle, la Commission a organisé le 13 mars 2019, en collaboration avec les équipes du SDIS, un café partage à la mairie d'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension. Une vingtaine de représentant.es de regroupements d'organismes montréalais ont participé à cette journée d'échanges. L'objectif du café partage visait à rejoindre un public cible d'experts du milieu pour préciser les besoins et mobiliser autour de ce projet collectif.

En petits groupes, les commissaires ont ainsi pu échanger directement avec ces spécialistes de l'action communautaire et entendre leurs préoccupations. Cet exercice en amont de la consultation formelle a conduit à revoir l'approche de la démarche pour mieux répondre aux attentes. Ainsi, un projet de [Politique montréalaise de l'action communautaire](#) a vu le jour et a été présenté au grand public lors d'une séance d'information tenue en novembre 2019.

Pour la Commission, ce type de collaboration représente une première. Elle s'inspire cependant des bonnes pratiques de participation publique et s'inscrit dans une mouvance vers une planification de plus en plus participative.



Perspectives 2020

La consultation publique sur le projet de [Politique montréalaise de l'action communautaire](#) se poursuivra à l'hiver 2020 avec la tenue de séances publiques d'audition des mémoires.

Commission sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs

La Commission sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs (CEEDDP) étudie des dossiers et consulte la population pour éclairer la prise de décision des personnes élues qui siègent au conseil municipal et au conseil d'agglomération, entre autres sur les sujets suivants :

- la production et la distribution de l'eau potable;
- le traitement des eaux usées;
- la qualité de l'air;
- les arbres et les grands parcs;
- la gestion des déchets et du recyclage;
- la transition écologique et l'adaptation aux changements climatiques.

Présidence

- Mme Valérie Patreau, conseillère d'arrondissement, arrondissement d'Outremont

Vice-présidences

- M. Francesco Miele, conseiller de ville, arrondissement de Saint-Laurent
- Mme Maria Tutino, mairesse, ville de Baie-d'Urfé

Membres

- Mme Christine Black, mairesse, arrondissement de Montréal-Nord (membre jusqu'au 16 septembre 2019)
- Mme Josefina Blanco, conseillère d'arrondissement, arrondissement Le Plateau-Mont-Royal (membre à partir du 15 avril 2019)
- Mme Lisa Christensen, conseillère d'arrondissement, arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles
- Mme Catherine Clément-Talbot, conseillère de ville, arrondissement de Pierrefonds–Roxboro (membre à partir du 16 septembre 2019)
- M. Gilles Déziel, conseiller d'arrondissement, arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles
- M. Christian Larocque, conseiller d'arrondissement, arrondissement de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève (membre jusqu'au 15 avril 2019)
- Mme Fanny Magini, conseillère d'arrondissement, arrondissement d'Outremont
- M. Jérôme Normand, conseiller de la Ville, arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville
- M. Philippe Roy, maire, ville de Mont-Royal (membre jusqu'au 13 décembre 2019)
- Mme Maeva Vilain, conseillère d'arrondissement, arrondissement Le Plateau-Mont-Royal

Objets d'étude en séances publiques

- Contrôle des circulaires
- *Montréal, objectif zéro déchet* : projet de Plan directeur de gestion des matières résiduelles 2020-2025 de l'agglomération de Montréal

Objets d'étude en séances de travail

- Lutte contre les changements climatiques, bonnes pratiques et outils d'aide à la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES)
- Travaux à huis clos entourant la réalisation des deux mandats de consultation publique

Nombre de séances

Assemblées publiques: 8

Séances de travail: 12

Rapport

- [Rapport et recommandations](#) - Lutte contre les changements climatiques, bonnes pratiques et outils d'aide à la réduction des émissions de gaz à effet de serre



À la loupe

Contrôle des circulaires

Premier mandat d'initiative confié à une commission permanente

La consultation publique sur le contrôle des circulaires a été lancée à la demande d'un groupe de Montréalaises et Montréalais qui a déposé une pétition en vertu du [droit d'initiative](#). Le [Règlement sur la Charte montréalaise des droits et responsabilités et sur le droit d'initiative](#) permet à la population d'obtenir une consultation publique sur un sujet mobilisateur relevant de la Ville ou d'un arrondissement montréalais en recueillant 15 000 signatures d'appui valides.

La demande déposée portait sur des modifications souhaitées à la réglementation sur la distribution de matériel publicitaire à Montréal, et principalement d'«amender le règlement pour qu'une circulaire puisse seulement être déposée sur une propriété si le résident l'accepte en affichant un logo représentant une circulaire entourée d'un cercle bleu».

Cette consultation a donné lieu à une participation exceptionnelle de la population montréalaise, la Commission ayant recueilli près de 1 000 avis au total. Certains d'entre eux ont été présentés oralement, dans le cadre des cinq séances d'audition des mémoires tenues de la fin octobre à la mi-novembre; d'autres ont pris la forme de mémoires longs ou de messages très courts transmis simplement par courriel. De manière générale, ces avis étaient très partagés quant à l'opportunité d'aller de l'avant ou non avec les modifications proposées.

En réponse à cette mobilisation, la Commission a formulé et adopté, le 5 décembre 2019, huit recommandations basées sur une approche raisonnable, qui permettraient à la Ville d'agir pour limiter la mise en circulation chaque semaine de milliers d'articles publicitaires non sollicités et ainsi réduire les impacts environnementaux associés à ces activités, tout en laissant aux personnes qui souhaitent continuer de recevoir des circulaires à domicile la possibilité d'y avoir encore accès. Le rapport complet de consultation préparé par la Commission dans ce dossier est attendu au début de 2020.

La consultation publique sur le contrôle des circulaires menée par la Commission à l'automne 2019 constitue le premier mandat de consultation issu d'une demande de pétition qui, depuis l'entrée en vigueur du droit d'initiative, est confié à une commission permanente du conseil.

Pour en savoir plus sur le droit d'initiative: montreal.ca/sujets/comprendre-le-droit-dinitiative



Perspectives 2020

En 2020, la Commission poursuivra ses travaux de consultation publique sur le Projet de plan directeur de gestion des matières résiduelles - *Montréal, objectif zéro déchet*.

De plus, le 8 janvier 2020, la Ville a confié à la Commission sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs, le mandat de tenir une consultation publique en réponse à une demande reçue via le service numérique du droit d'initiative visant à faire cesser le gaspillage alimentaire.

Commission sur l'examen des contrats

La Commission sur l'examen des contrats (CEC) s'assure de la conformité des processus d'appels d'offres avant l'octroi des contrats, en s'appuyant sur les critères d'examen établis par le conseil municipal et le conseil d'agglomération.

Les dossiers examinés étant confidentiels, seules les personnes concernées peuvent avoir accès aux travaux de la Commission.

Présidence

- Mme Karine Boivin Roy, conseillère de ville, arrondissement de Mercier
– Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidences

- M. Christian Arseneault, conseiller de ville, arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
- Mme Paola Hawa, mairesse, ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Membres

- Mme Julie Brisebois, mairesse, village de Senneville
- M. Luc Gagnon, conseiller d'arrondissement, arrondissement de Verdun
- M. Christian Larocque, conseiller d'arrondissement, arrondissement de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève
- M. Jocelyn Pauzé, conseillère de ville, arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie
- M. Giovanni Rapanà, conseiller de ville, arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles
- Mme Micheline Rouleau, conseillère de ville, arrondissement de Lachine
- M. Robert Samoszewski, conseiller d'arrondissement, arrondissement de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève
- Mme Lili-Anne Tremblay, conseillère d'arrondissement, arrondissement de Saint-Léonard

Il est à noter que Mmes Stephanie Watt et Émilie Thuillier ont siégé à cette commission en début d'année 2019.

Objet d'étude en séances publiques

Cette commission ne tient pas de séance publique

Objet d'étude en séances de travail

La Commission étudie divers contrats qui lui sont soumis par le comité exécutif et qui répondent aux critères d'examen définis par les résolutions CM11 0202 et CG11 0082. En 2019, la Commission a étudié 102 contrats.

Nombre de séances

Assemblée publique: 0

Séances de travail: 17

Répartition des contrats étudiés en 2019 selon les critères d'examen applicables Parmi les 102 contrats étudiés par la CEC en 2019, 38 contrats sont d'une valeur de plus de 10 M\$ (37%) et la moitié de ces contrats ont été étudiés en vertu d'un second critère d'examen.

Pour rappel, les contrats répondant à l'un ou l'autre des critères suivants doivent faire l'objet d'un examen de la conformité du processus d'appel d'offres ou d'octroi de contrat :

1. Contrat de plus de 10 M\$;
2. Contrat de biens et services ou contrat d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M\$ ou contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M\$ répondant à l'une des conditions suivantes :
 - a. Une seule soumission conforme reçue suite à un appel d'offres;
 - b. Aucun appel d'offres effectué, le fournisseur étant considéré unique en vertu du [paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 573.3 de la Loi sur les cités et villes](#);
 - c. Contrat accordé à un consortium;
 - d. Écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme ou celui ayant obtenu la deuxième meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation;
 - e. Écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire;
 - f. L'adjudicataire en est à son troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent;
 - g. Transaction immobilière conclue de gré à gré à un montant différent de la juste valeur marchande.
3. Contrat que le comité exécutif ou un conseil d'arrondissement juge nécessaire de soumettre à la Commission.

Tableau illustrant la répartition des 102 contrats étudiés en 2019 selon les critères d'examen applicables	Nombre de contrats
Contrats de plus de 10 M\$ (parmi les 38 contrats de plus de 10 M\$, 19 répondaient à un 2 ^e critère d'examen / 50 %)	38
Contrats de biens et services d'une valeur de plus de 2 M\$ (parmi les 24, 7 sont de plus de 10 M\$ / 29 %)	24
Une seule soumission conforme reçue à un appel d'offres;	9
Aucun appel d'offres effectué – fournisseur considéré unique;	1
Contrat accordé à un consortium;	0
Écart de prix de 20 % entre l'adjudicataire et le 2 ^e plus bas soumissionnaire conforme;	8
Écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire;	12
L'adjudicataire en est à son 3 ^e octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent;	7
Transaction immobilière conclue de gré à gré à un montant différent de la juste valeur marchande.	1
Contrats d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M\$ (parmi les 30, 11 sont de + de 10 M\$ / 37 %)	30
Une seule soumission conforme reçue à un appel d'offres;	5
Aucun appel d'offres effectué – fournisseur considéré unique;	0
Contrat accordé à un consortium;	0
Écart de prix de 20 % entre l'adjudicataire et le 2 ^e plus bas soumissionnaire conforme;	11
Écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire;	15
L'adjudicataire en est à son 3 ^e octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent.	4
Contrats de services professionnels de plus de 1 M\$ (parmi les 27, 1 contrat est de plus de 10 M\$ / 4 %)	27
Une seule soumission conforme reçue à un appel d'offres;	12
Aucun appel d'offres effectué – fournisseur considéré unique;	0
Contrat accordé à un consortium;	0
Écart de prix de plus de 20 % entre l'adjudicataire et le 2 ^e plus bas soumissionnaire conforme ou celui ayant obtenu la 2 ^e meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation;	4
Écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire;	13
L'adjudicataire en est à son 3 ^e octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent.	6
Contrat que le comité exécutif ou un conseil d'arrondissement juge nécessaire de soumettre à la Commission.	1

Rapports

102 rapports portant sur des mandats reçus du comité exécutif pour étudier des contrats en provenance des unités administratives suivantes :

- Service de la gestion et de la planification immobilière (24)
- Service des infrastructures du réseau routier (22)
- Service de l'eau (16)
- Service des technologies de l'information (9)
- Service de la concertation des arrondissements (5)
- Service de l'urbanisme et de la mobilité (5)
- Service du matériel roulant et des ateliers (4)
- Service de l'approvisionnement (4)
- Service des infrastructures, de la voirie et des transports (3)
- Service de l'environnement (3)
- Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (2)
- Service de l'Espace pour la vie (2)
- Commission des services électriques (2)
- Direction générale / Laboratoire d'innovation urbaine (1)

[Rapport et recommandations](#) « Bilan de la huitième année d'activité de la Commission permanente sur l'examen des contrats » – Dépôt au CM du 15 avril 2019 et au CG du 18 avril 2019



Perspectives 2020

La Commission poursuivra l'exercice de révision des critères d'examen des contrats établis en 2011, en menant une réflexion de fond sur chacun des critères et sur le mandat de la Commission. Cet exercice résulte d'un mandat donné par le conseil municipal, de réviser, conjointement avec le Bureau de l'inspecteur général, les critères d'examen établis en 2011 par les résolutions CM11 0202 et CG11 0082.

L'objectif de cette démarche est de rendre la contribution de la Commission encore plus significative et profitable à la collectivité montréalaise.

Commission sur les finances et l'administration

La Commission sur les finances et l'administration étudie des dossiers et consulte la population pour éclairer la prise de décision des personnes élues qui siègent au conseil municipal et au conseil d'agglomération sur des sujets comme :

- le programme triennal d'immobilisations de la Ville de Montréal (PTI);
- les budgets de fonctionnement de la Ville, des sociétés paramunicipales et de la Société de transport de Montréal (STM);
- le rapport du vérificateur général;
- l'évaluation foncière.

Présidence

- M. Richard Deschamps, conseiller de ville, arrondissement de LaSalle

Vice-présidences

- M. Georges Bourelle, maire, ville de Beaconsfield
- M. Alan DeSousa, maire, arrondissement de Saint-Laurent

Membres

- Mme Lisa Christensen, conseillère d'arrondissement, arrondissement Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles
- M. Richard Guay, conseiller de ville, arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles
- Mme Marie-Andrée Mauger, conseillère d'arrondissement, arrondissement de Verdun
- M. Peter McQueen, conseiller de ville, arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce
- Mme Sophie Mauzerolle, conseillère de ville, arrondissement de Ville-Marie
- M. Pierre Lessard-Blais, maire, arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve
- M. Philippe Tomlinson, maire, arrondissement d'Outremont
- M. Alain Vaillancourt, conseiller d'arrondissement, arrondissement Le Sud-Ouest

Objets d'étude en séances publiques

Consultation prébudgétaire en vue du dépôt du budget de fonctionnement 2020

Étude publique des budgets de fonctionnement 2020 et du Programme triennal d'immobilisations (PTI) 2020-2021-2022

Discussion publique au sujet du Rapport du vérificateur général de la Ville de Montréal pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018

Objet d'étude en séances de travail

Motion CM17 0634 : Motion de l'opposition officielle pour alléger le fardeau fiscal imposé aux OBNL locataires dans des immeubles non résidentiels

Nombre de séances

Assemblées publiques: 25

Séances de travail: 11

Rapports

- Perspectives budgétaires 2020 - [Rapport et recommandations](#) – Dépôt au CM du 17 juin 2019 et au CG du 20 juin 2019
- Étude publique du Rapport du vérificateur général de la Ville de Montréal – exercice 201 – [Rapport et recommandations](#) - Dépôt au CM du 19 août 2019 et au CG du 22 août 2019
- Étude publique des budgets de fonctionnement 2020 et du PTI 2020-2021-2022 – [Rapport et recommandations](#) – Dépôt au CM du 11 décembre 2019 et au CG du 13 décembre 2019



À la loupe

Consultation prébudgétaire

Une première pour la Ville de Montréal

Au printemps 2019, l'Administration montréalaise a tenu pour la première fois de son histoire des consultations prébudgétaires en vue de l'élaboration de son budget 2020. Cet exercice ouvert au grand public s'est déroulé au printemps 2019. Durant cinq séances publiques d'audition de mémoires, la Commission a entendu environ 70 intervenant.es.

À l'issue de cette démarche, la Commission a déposé un rapport avec 27 recommandations qui ont donné lieu à des résultats dès cette année avec l'annonce d'un contrat donné au Centre d'écologie urbaine de Montréal (CEUM) pour développer un budget participatif Ville, ainsi que l'annonce de mesures écofiscales, dont une taxation de l'eau pour les industries, commerces et institutions (ICI) dans le budget 2020 de la Ville.

L'exercice de consultation prébudgétaire sera reconduit annuellement.



Perspectives 2020

Motion CM17 0634 : Motion de l'opposition officielle pour alléger le fardeau fiscal imposé aux OBNL locataires dans des immeubles non résidentiels - poursuite des travaux

Motion CM18 1290 : Motion de l'opposition officielle pour que la Ville de Montréal implante la norme ISO 37001, une certification anticorruption - début des travaux

Consultation prébudgétaire 2021

Étude publique des budgets de fonctionnement 2021 et du Programme triennal d'immobilisations (PTI) 2021-2022-2023

Discussion publique au sujet du Rapport du vérificateur général de la Ville de Montréal pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019

Commission sur l'inspecteur général

La Commission sur l'inspecteur général est une instance mise sur pied pour étudier les dossiers qui relèvent du mandat de l'inspectrice générale, Me Brigitte Bishop. Les dossiers examinés étant confidentiels, seules les personnes concernées peuvent avoir accès aux travaux de la Commission.

Pour en savoir plus sur le rôle de l'inspectrice générale et le Bureau de l'inspecteur général (BIG) de la Ville, consultez <https://www.bigmtl.ca/>

Présidence

- Mme Manon Barbe, mairesse, arrondissement de LaSalle

Vice-présidences

- Mme Christine Black, mairesse, arrondissement de Montréal-Nord
- M. Michel Gibson, maire, ville de Kirkland
- Mme Marie-Andrée Mauger, conseillère d'arrondissement, arrondissement de Verdun

Membres

- M. Christian Arseneault, conseiller de la ville, arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
- M. Alan DeSousa, maire, arrondissement de Saint-Laurent
- Mme Paola Hawa, maire, ville de Sainte-Anne-de-Bellevue
- Mme Nathalie Pierre-Antoine, conseillère d'arrondissement, Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles
- M. Robert Samoszewski, conseiller d'arrondissement, arrondissement de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève
- M. Yves Sarault, conseiller d'arrondissement, arrondissement de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève
- M. Alain Vaillancourt, conseiller d'arrondissement, arrondissement Le Sud-Ouest
- Mme Maeva Vilain, conseillère d'arrondissement, arrondissement Le Plateau-Mont-Royal

Il est à noter que Mme Patricia R. Lattanzio, qui était conseillère de ville à l'arrondissement de Saint-Léonard, a siégé à cette commission jusqu'à l'automne 2019.

Objet d'étude en séances de travail

- Cette commission ne tient pas de séance publique

Objets d'étude en séances de travail

- En raison du caractère confidentiel des informations contenues aux dossiers, l'étude de ceux-ci se déroule à huis clos.
- Rapport annuel 2018 pour l'exercice terminé au 31 décembre 2018
- Rapport de recommandations concernant l'agrandissement et le réaménagement de la bibliothèque de Pierrefonds (appel d'offres 5887) (2019-01-28)
- Rapport de recommandations concernant le processus de passation de contrat lié au nouveau complexe aquatique intérieur au Centre Rosemont (appels d'offres 16-15580 et n° 5846) (2019-02-25)

- Décision : Résiliation d'un contrat visant la proposition de finis pour la réfection du chalet-restaurant du parc La Fontaine (contrat n° 18-1922) (2019-05-10)
- Décision : Résiliation de deux contrats visant des services de déneigement des chaussées et des trottoirs (appel d'offres 16-15049) (2019-06-17)
- Rapport de mi-année 2019 pour la période du 1er janvier au 30 juin 2019 (2019-09-16)
- Rapport de recommandations concernant un sous-contrat de transport de la neige (2019-10-22)

Nombre de séances

Assemblée publique: 0

Séances de travail: 7

Rapports

- [Commentaires et recommandations](#) faisant suite au Rapport de mi-année 2019 du Bureau de l'inspecteur général pour la période du 1er janvier au 30 juin 2019 (2019-11-18)
- [Commentaires et recommandations](#) faisant suite au Rapport de recommandation du Bureau de l'inspecteur général concernant un sous-contrat de transport de la neige (2019-11-18)
- [Commentaires et recommandations](#) faisant suite au Rapport de décision de l'inspectrice générale portant sur la résiliation d'un contrat visant la proposition de finis pour la réfection du chalet-restaurant du parc La Fontaine (contrat no 18-1922) (2019-04-15)
- [Commentaires et recommandations](#) faisant suite au Rapport de recommandations de l'inspectrice générale concernant le processus de passation de contrat lié au nouveau complexe aquatique intérieur au Centre Rosemont (appels d'offres 16-15580 et no 5846) (2019-04-15)
- [Commentaires et recommandations](#) faisant suite au Rapport de recommandations de l'inspectrice générale concernant l'agrandissement et le réaménagement de la bibliothèque de Pierrefonds (appel d'offres 5887) (2019-03-25)

Commission de la présidence du conseil

La Commission de la présidence du conseil (CPC) étudie des dossiers qui visent à favoriser la participation de la population aux différentes instances démocratiques de la Ville. Ces études visent à guider la prise de décision des personnes élues qui siègent au conseil municipal, entre autres dans les dossiers suivants :

- Règlement sur la procédure d'assemblée et règles de régie interne du conseil municipal (06-051);
- Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement;
- Fonctionnement de la période de questions du public au conseil municipal;
- Suivi des travaux du conseiller à l'éthique indépendant des personnes élues et du personnel de cabinet.

Présidence

- Mme Cathy Wong, présidente du conseil, conseillère de ville, arrondissement de Ville-Marie

Vice-présidences

- M. François Limoges, conseiller de ville, arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie
- Mme Chantal Rossi, conseillère de ville, arrondissement de Montréal-Nord

Membres

- M. Sterling Downey, conseiller de ville, arrondissement de Verdun
- Mme Andrée Hénault, conseillère de ville, arrondissement d'Anjou
- M. Normand Marinacci, conseiller de ville, arrondissement de l'Île-Bizard–Sainte-Geneviève
- M. Peter McQueen, conseiller de ville, arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
- Mme Suzie Miron, conseillère de ville, arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
- Mme Sue Montgomery, mairesse, arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
- M. Aref Salem, conseiller de ville, arrondissement de Saint-Laurent
- Mme Lise Zarac, conseillère de ville, arrondissement de LaSalle

À noter que M. Sterling Downey a été vice-président de cette Commission jusqu'à l'automne 2019.

Objet d'étude en séances publiques

- La période de questions du public au conseil municipal

Objets d'étude en séances de travail

- Bilan 2018 du Bureau de la présidence du conseil
- Bilan 2018 des activités des commissions permanentes
- Étude de la possibilité de mettre en œuvre la réponse du comité exécutif à une recommandation de la Commission de la sécurité publique et de la [Commission sur le développement social et la diversité montréalaise](#) (CE18 0281) dans son rapport intitulé [Bilan général des actions de l'agglomération de Montréal pour lutter contre le profilage racial et le profilage social 2012 – 2016](#) déposé le 25 septembre 2017 à l'effet de : « R-29. Modifier le Code d'éthique des élus et élus municipaux pour inclure des balises sur les profilages social et racial »

- Motion CM18 0111 - Motion de l'opposition officielle demandant un amendement au Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement pour traiter des inconduites sexuelles (motion #MoiAussi)
- Motion CM18 1395 - Motion de l'opposition officielle afin d'interdire les applaudissements lors de la période de questions des élus et des citoyens au conseil municipal de Montréal
- Rapport 2018 du conseiller à l'éthique
- Motion CM18 0557 - Motion non partisane visant à mandater la Commission de la présidence du conseil afin qu'elle examine l'expérience de scrutin préférentiel qui se déroule en Ontario et qu'elle détermine si la participation aux élections municipales québécoises augmenterait si le scrutin avait lieu un autre jour que le dimanche
- Présentation des règlements du Jeune Conseil de Montréal et de la 32^e édition de la simulation de conseil municipal pour les jeunes
- Rapport synthèse des résultats issus du sondage adressé aux secrétaires d'arrondissement en matière de participation citoyenne et de conciliation famille-travail des personnes élues
- Présentation des rapports annuels de l'Ombudsman et de l'OCPM
- Présentation de la mise à jour du plan d'action 2018-2021 et du rapport 2019 sur la conciliation famille-travail des personnes élues

Nombre de séances

Assemblées publiques: 6

Séances de travail: 10

Rapports

- Conseil municipal du 21^e siècle
- Étude de nouvelles avenues pour mettre en place des méthodes de dénonciation des inconduites sexuelles, des mesures de protection pour les victimes ainsi que des mesures de formation des personnes élues (CM18 0111)
- Examen de l'expérience du scrutin préférentiel 2018 de la Ville de London, en Ontario et corrélation entre la participation électorale et le jour du scrutin (CM18 0557)
- Mise en oeuvre d'une réponse du comité exécutif : Proposition de modification à apporter au Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement
- Les activités des commissions permanentes - Bilan 2018
- Orientations concernant le service de halte-garderie à l'hôtel de ville lors de la période de questions du public au conseil municipal



À la loupe

Période de questions du public au conseil municipal

Tenue de séances itinérantes et appel à la créativité

Au printemps 2019, la Commission de la présidence du conseil est allée à la rencontre de la population montréalaise dans le cadre d'une consultation publique itinérante pour échanger de manière informelle au sujet du fonctionnement de la période de questions du public au conseil municipal, qui se tient une fois par mois à l'hôtel de ville, dans le Vieux-Montréal.

Les personnes et organismes étaient invités à participer à une série de quatre rencontres publiques tenues dans différents lieux du territoire montréalais. La volonté de la Commission était de permettre des échanges moins formels, d'entendre les opinions et de recevoir les mémoires.

Les participant.es étaient invités à s'exprimer de façon créative (slam, poème, chanson, dessin, saynète, etc.) ou plus traditionnelle (lettres d'opinion et mémoires) par une, deux ou trois personnes, ou, encore, par un groupe.

À la suite de cette démarche, la Commission a exprimé le souhait dans son rapport final que le comité exécutif de la Ville explore les façons de transformer la période de questions du public en véritable forum citoyen numérique, principalement par l'utilisation des technologies de l'information.



Perspectives 2020

À l'hiver 2020, la Commission entend mener un exercice de réflexion en profondeur sur la thématique de la démocratie municipale, afin d'identifier les dossiers d'intérêt à travailler dans les prochains mois.

Commission sur le schéma d'aménagement et de développement de Montréal

La Commission sur le schéma d'aménagement et de développement de Montréal, créée en 2014 par le conseil d'agglomération conformément à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1), est chargée de l'étude des modifications au Schéma d'aménagement et de développement de Montréal.

Conformément à la Loi, cette Commission devient active et débute ses travaux uniquement lorsqu'un mandat lui est confié.

Présidence

- M. Pierre Lessard-Blais, maire, arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidence

- Mme Paola Hawa, mairesse, ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Membres

- M. Dimitrios Jim Beis, maire, arrondissement de Pierrefonds-Roxboro
- M. Georges Bourelle, maire, ville de Beaconsfield
- Mme Christine Gosselin, conseillère de ville, arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie
- Mme Nathalie Goulet, conseillère de ville, arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville
- M. Philippe Tomlinson, maire, arrondissement d'Outremont

Objet d'étude en séances publiques

- Aucune modification ponctuelle au Schéma d'aménagement n'a été présentée

Objet d'étude en séances de travail

- Aucune séance tenue

Nombre de séances

Assemblée publique: 0

Séance de travail: 0

Rapport

- Aucun rapport déposé

Commission sur la sécurité publique

La Commission de la sécurité publique (CSP) est une instance de consultation publique et de surveillance qui éclaire la prise de décision des personnes élues qui siègent au conseil d'agglomération sur des dossiers comme :

- la sécurité incendie;
- la lutte au profilage racial et au profilage social;
- les mesures d'urgence et les plans d'intervention relatifs aux crues, à la chaleur accablante ou aux pandémies de grippe;
- les bilans annuels ainsi que les plans d'action et les politiques du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) et du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM).

Présidence

- M. Alex Norris, conseiller de ville, arrondissement Le Plateau-Mont-Royal

Vice-présidences

- M. Abdelhaq Sari, conseiller de ville, arrondissement de Montréal-Nord
- M. Philippe Roy, maire, ville Mont-Royal

Membres

- M. John Belvedere, maire, ville de Pointe-Claire
- Mme Josefina Blanco, conseillère d'arrondissement, arrondissement Le Plateau-Mont-Royal
- Mme Michèle Flannery, conseillère d'arrondissement, arrondissement de Lachine
- M. Luc Gagnon, conseiller d'arrondissement, arrondissement de Verdun
- Mme Julie-Pascale Provost, conseillère d'arrondissement, arrondissement de Lachine
- M. Jacques Mercier, représentant du gouvernement du Québec

Objets d'étude en séances publiques

- Caméras portatives (SPVM)
- Motion CM18 1052 - Brigadiers scolaires - Étude publique au sujet de la sécurité des placements entre la maison et l'école
- Briefing technique sur les Plans particuliers d'intervention en eau potable (SIM)
- Protocoles d'intervention dans le métro (SIM)
- Les techniques de désescalade et les clientèles vulnérables (SPVM)
- Rapport des activités du SIM 2018
- Rapport annuel du SPVM 2018
- Bilan de l'état de préparation (SIM)
- Défis et réalisations du nouveau Service des affaires internes
- Présentation des activités de prévention incendie et de sensibilisation communautaire
- Présentation du rapport *Les interpellations policières à la lumière des identités racisées des personnes interpellées*

- Briefing technique sur la collecte de données biométriques - Motion CM19 0947
- Suivi du Plan stratégique pour soutenir le personnel du SPVM en matière de prévention du profilage racial et social 2018-2021

Objets d'étude en séances de travail

- Briefing technique sur les Plans particuliers d'intervention en eau potable (SIM)
- Protocoles d'intervention dans le métro (SIM)
- Bilan de l'état de préparation (SIM)
- Projets en sécurité civile (SIM)
- L'état de préparation de la Ville face à une crise du verglas (SIM)
- Motion CM19 0947 - Motion non partisane visant à veiller à ce que l'utilisation de nouvelles technologies par le SPVM et par d'autres
- Recherche et sauvetage en milieu urbain à l'aide d'équipement lourd (RSMUEL) (SIM)
- Suivi des recommandations en matière de lutte au profilage social et racial

Nombre de séances

Assemblées publiques: 9

Séances de travail: 11

Rapport

- [Rapport et recommandations](#) - La sécurité des déplacements entre la maison et l'école, Rapport déposé au CM du 25 mars 2019 et au CG du 28 mars 2019



À la loupe

La lutte au profilage racial et social

Des résultats concrets au rendez-vous

En 2017, le conseil de Ville mandate une commission conjointe, composée des membres de la Commission de la sécurité publique (CSP) et de la Commission sur le développement social et la diversité montréalaise, de mener une consultation publique sur le profilage social et le profilage racial. La CSP assure le suivi de la mise en oeuvre des recommandations qui découlent de cette consultation publique.

Le 22 novembre 2019, la CSP étudiait en assemblée publique le rapport sur [Les interpellations policières à la lumière des identités racisées des personnes interpellées](#).

En janvier 2020, le Service de la diversité et de l'inclusion sociale a présenté le bilan de la mise en oeuvre des recommandations de la Commission conjointe pour les années 2018 et 2019. Cet exercice de reddition de compte sera poursuivi pour l'année 2020 également.

Des résultats concrets découlent des travaux de la Commission sur ce sujet, notamment l'élaboration d'indicateurs par le [SPVM](#) et des chercheurs pour lutter contre les profilages, comme recommandé par la Commission conjointe.



Perspectives 2020

La Commission poursuivra le mandat CM19 0947 - *Motion non partisane visant à veiller à ce que l'utilisation de nouvelles technologies par le SPVM et par d'autres services municipaux ne porte pas atteinte aux droits civils des citoyens*. Elle poursuivra également le suivi de la mise en oeuvre des recommandations de la Commission conjointe en matière de lutte au profilage racial et social, au Rapport des activités du SIM 2019, au Rapport annuel du SPVM 2019, ainsi qu'au Bilan des inondations 2018.

Commission sur le transport et les travaux publics

La Commission sur le transport et les travaux publics étudie des dossiers et consulte la population pour éclairer la prise de décision des personnes élues qui siègent au conseil municipal et au conseil d'agglomération, notamment sur les sujets suivants :

- le transport actif et collectif;
- les travaux d'infrastructures dans les rues de Montréal;
- les technologies de l'information au service de la mobilité des personnes.

Présidence

- Mme Marie Plourde, conseillère d'arrondissement, arrondissement Le Plateau-Mont-Royal

Vice-présidences :

- Mme Paola Hawa, mairesse, ville de Sainte-Anne-de-Bellevue
- M. Aref Salem, conseiller de ville, arrondissement de Saint-Laurent

Membres:

- M. François W. Croteau, maire, arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie
- M. Michel Gibson, maire, ville de Kirkland
- Mme Marianne Giguère, conseillère de ville, arrondissement Le Plateau- Mont-Royal
- M. Pierre L'Heureux, conseiller d'arrondissement, arrondissement de Verdun
- Mme Marie-Andrée Mauger, conseillère d'arrondissement, arrondissement de Verdun
- M. Christian Larocque, conseiller d'arrondissement, arrondissement de l'Île-Bizard–Sainte-Geneviève
- M. Peter McQueen, conseiller de ville, arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
- M. Hadrien Parizeau, conseiller de ville, arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Objet d'étude en séances publiques

- Tenue de groupes de discussion portant sur les perceptions et enjeux de la mobilité durable dans le cadre de la démarche « la mobilité durable, où en êtes-vous? »

Objets d'étude en séances de travail

- Changements de comportements et mobilité durable : bases théoriques
- Accompagnement des Montréalaises et des Montréalais vers la mobilité durable
- Planification du questionnaire en ligne avec la Chaire Polytechnique-Mobilité
- Planification de six groupes de discussion dans six territoires différents sur l'île de Montréal, avec la psychologue sociale et environnementale Mme Anne-Sophie Gousse-Lessard
- Mobilité intégrée et politiques de mobilité durable

- Revue des bonnes pratiques des employeurs en mobilité durable à Montréal, MOBA, Voyagez futé, Centre de gestion des déplacements de l'Est de Montréal et Lanaudière (CGDEML)
- Résultats de l'application *Montréal Trajet*

Nombre de séances

Assemblées publiques: 6 groupes de discussion

Séances de travail: 7

Rapport

Aucun rapport déposé



À la loupe

La mobilité durable: où en êtes-vous?

Contribuer à la réflexion collective

Afin de réfléchir à l'utilisation de l'automobile privée, la Commission a entrepris une démarche visant différents aspects de la mobilité durable.

Avec l'expertise et le soutien du Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM), les commissaires ont planifié une démarche de participation publique comprenant un questionnaire en ligne préparé avec la Chaire Polytechnique-Mobilité, auquel 2615 personnes ont répondu. Cet outil de cueillette a permis de recueillir les habitudes de mobilité des répondant.es au questionnaire.

La Commission a ensuite organisé six groupes de discussion entre juin et septembre 2019 afin d'approfondir les premiers constats tirés du questionnaire. Un total de 46 personnes ont participé à l'une ou l'autre de ces activités conçues et animées par une psychologue sociale et environnementale, et tenues dans divers lieux. Les membres de la Commission se sont joints à l'atelier pour la présentation des résultats synthèses du questionnaire en ligne par le chercheur de la Chaire Polytechnique-Mobilité. Un échange collectif s'en est suivi permettant de faire émerger une série d'enjeux et de pistes de réflexions qui contribueront à alimenter les travaux futurs de la Commission.



Perspectives 2020

À l'hiver 2020, la Commission poursuivra ses travaux sur la mobilité durable.

Conclusion

Les commissions permanentes du conseil, à votre écoute!

Cette année marquée par plusieurs expérimentations et innovations répond à une volonté d'engagement affirmée de la part des Montréalaises et des Montréalais de participer activement au développement de leur ville.


La Commission de la présidence du conseil invite donc l'ensemble des commissions permanentes de la Ville de Montréal à faire preuve d'audace et à s'inspirer des meilleures pratiques, afin de favoriser la participation des citoyennes et citoyens dans le cadre de leurs travaux respectifs.


Pour suivre les travaux et l'actualité des commissions permanentes

S'abonner à l'[infolettre](#) des commissions

Visitez le site Internet des commissions permanentes : ville.montreal.qc.ca/commissions

Suivez-nous sur les réseaux sociaux

 @commissions.mtl

 @Comm_MTL

